

AI Index: PRE 01/419/2009  
03 December 2009

## **Guinée. Des preuves font état d'arrestations, de harcèlements et de détentions illégales imputables aux forces de sécurité**

Les forces de sécurité guinéennes continuent d'arrêter et de harceler des militants notamment, dans le sillage d'un massacre commis lors d'un rassemblement politique le 28 septembre 2009, a conclu Amnesty International au terme d'une récente mission en Guinée.

Mouctar Diallo, vice-président de la Commission nationale des droits de l'homme de Guinée, a été arrêté le 26 novembre 2009. Amnesty International a découvert qu'il est détenu au camp militaire d'Alpha Yaya, pour avoir « *porté atteinte à la sécurité nationale* ».

La délégation d'Amnesty International, qui est rentrée de Guinée mardi 1er décembre, a également recueilli des informations sur plus de 40 personnes qui ont assisté à la manifestation et dont on ignore où elles se trouvent. Il s'agit notamment de cadavres identifiés sur des photographies et des vidéos prises au stade mais que l'on n'a pas retrouvés par la suite à Conakry dans les hôpitaux, les morgues, les mosquées ou les camps militaires, dont le camp Alpha Yaya Diallo.

On ignore toujours le sort réservé à d'autres personnes ayant participé au rassemblement. Amnesty International craint qu'elles n'aient fait l'objet de disparitions forcées ou d'homicides.

Officiellement, 58 personnes ont été tuées lors de la manifestation au stade de Conakry, mais les organisations de défense des droits humains parlent d'au moins 157 victimes.

En outre, Amnesty International a mis au jour de nouvelles preuves quant au nombre inquiétant de violences sexuelles commises durant le massacre.

Plus de 30 femmes ont déclaré avoir été violées lors des événements du 28 septembre. D'après des dossiers médicaux consultés à l'hôpital de Donka à Conakry, au moins 32 manifestantes présentaient des marques de viol.

Une femme a vu son amie se faire agresser par cinq membres des Bérêts rouges – la garde présidentielle. Elle a raconté : « *Ils ont arraché ses vêtements à l'aide d'une baïonnette, l'ont plaquée au sol et l'ont violée. Puis ils lui ont tiré une balle dans le vagin.* »

Plusieurs femmes interrogées par Amnesty International ont raconté qu'elles avaient été arrêtées par les Bérêts rouges lors de la manifestation et détenues durant plus de cinq jours, pendant lesquels les soldats les ont droguées, frappées et violées à maintes reprises, tout en les filmant avec leurs téléphones portables.

« *Un climat de peur s'est installé en Guinée. Les autorités ne peuvent plus fermer les yeux sur les atteintes*

aux droits humains commises par les forces de sécurité, a indiqué Gaetan Mootoo d'Amnesty International.

*« Elles doivent pleinement soutenir les initiatives de la commission internationale d'enquête des Nations unies et veiller à ce que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice. »*

Amnesty International a constaté que les forces de sécurité répriment également toute dissidence potentielle au sein même de l'armée.

La délégation a appris que huit militaires ont été mis aux arrêts depuis les événements du 28 septembre et sont toujours détenus sur l'île de Kassa, au large de Conakry.

### **Une assistance militaire internationale**

Amnesty International a recueilli des informations sur l'assistance militaire internationale et la formation fournies à certaines unités de l'armée et des forces de sécurité guinéennes impliquées dans les violences du 28 septembre. Elle craint que cette assistance n'ait pas pris en compte ni tenté de remédier aux violations des droits humains dont ces unités s'étaient rendues responsables.

Le gouvernement chinois a par exemple entraîné au combat depuis au moins 2006 des membres des bataillons de la garde présidentielle. Le gouvernement français a fourni depuis 2008 une assistance technique pour la formation et l'organisation de quelque 4 000 nouvelles recrues de la gendarmerie nationale. Or, des membres des Bérets rouges et de la gendarmerie nationale se trouvaient au stade de Conakry le 28 septembre 2009. La France a suspendu sa coopération militaire avec la Guinée depuis le 28 septembre.

En outre, Amnesty International a vu 60 douilles de cartouches de Kalachnikov ramassées au stade et dans deux autres sites de Conakry – à Kosa et Ratoma – à la suite des violences du 28 septembre. Près de 20 % auraient été fabriquées en 2006 et 2008, ce qui indique que des munitions ont été fournies récemment aux forces de sécurité guinéennes, et ce malgré les multiples homicides illégaux et le recours excessif à la force constatés depuis 1998.

*« Le massacre du 28 septembre et ses répercussions s'inscrivent dans une décennie d'atteintes aux droits humains imputables aux forces de sécurité, a déclaré Gaetan Mootoo. Tous les gouvernements doivent immédiatement cesser d'apporter aux forces de sécurité de Guinée un soutien susceptible de favoriser de nouvelles violations. »*

Par ailleurs, Amnesty International a appris que le gouvernement guinéen s'est récemment adressé au gouvernement du Maroc pour l'aider à restructurer ses forces armées. Tout programme de réforme du secteur de la sécurité doit se faire dans la transparence, s'attaquer à l'impunité pour les violations commises par le passé et mettre en œuvre le droit relatif aux droits humains.

### **Des camps d'entraînement pour les membres des milices**

La délégation a eu connaissance d'éléments attestant de ce que des milices opèrent en collaboration avec les forces gouvernementales, mais en dehors de toute structure militaire ou policière officielle. De nombreux manifestants qui se trouvaient au stade ont témoigné de manière cohérente de la présence d'un grand nombre d'hommes en civil aux côtés des forces de sécurité, armés notamment de couteaux.

Amnesty International a reçu des informations sur le recrutement et la formation de quelque 2 000 jeunes hommes dans deux camps situés au sud-est de Conakry, et sur les rassemblements et le recrutement de jeunes organisés dans le quartier de Kaporo, en banlieue de Conakry. Ces activités, qui semblent avoir débuté en août 2009, sont désormais menées en partie par des instructeurs étrangers dans les camps de la périphérie de Conakry.

FIN

### **Note aux rédacteurs**

La délégation d'Amnesty International s'est rendue en Guinée du 15 au 30 novembre 2009.

Elle a rencontré le Premier ministre et le ministre de la Justice guinéens afin de leur faire part de ses préoccupations quant aux événements du 28 septembre et à d'autres évolutions récentes, notamment l'entraînement de milices irrégulières par des instructeurs étrangers. Tous deux ont répondu qu'ils attendaient les conclusions de la commission nationale d'enquête.

Afin d'obtenir un entretien avec un délégué d'Amnesty International qui s'est rendu en Guinée, veuillez contacter Amnesty International par téléphone au + 44 20 7413 5566 ou par courriel à [press@amnesty.org](mailto:press@amnesty.org).

Cette délégation s'est rendue en Guinée du 15 au 30 novembre 2009.

### **Témoignage d'une femme de 29 ans victime de violences sexuelles**

*« Je suis arrivée au stade vers 10 heures du matin. La foule défilait au dehors, aux cris de " Vive la liberté, vive la démocratie ". Le stade était fermé et un représentant de l'État est venu discuter avec les manifestants.*

*Puis nous sommes entrés dans le stade – je n'ai pas vu qui avait ouvert les portes. Il y avait beaucoup de gens à l'intérieur. Jean-Marie Doré est arrivé, puis des bombes lacrymogènes ont été lancées. Je n'ai pas pu voir qui les tiraient – peut-être se trouvaient-ils à l'extérieur du stade, ou derrière.*

*Le premier groupe qui a tenté de sortir s'est retrouvé face aux soldats des Bérêts rouges, qui leur ont tiré dessus. Un de mes amis a été abattu sous mes yeux. J'ai également vu des enfants se faire tuer et des femmes se faire violer.*

*Je me suis cachée sous les gradins. Mon amie a été violée par cinq Bérêts rouges. Deux lui tenaient les bras, d'autres les jambes, tandis que le dernier lui arrachait ses vêtements à l'aide d'une baïonnette. Ils l'ont entièrement déshabillée avant de la violer. Puis ils lui ont tiré une balle dans le vagin.*

*J'ai vu un vieillard barbu, d'environ quatre-vingts ans, qui regardait les Bérêts rouges en murmurant "Allah akhbar ". Un Béret rouge l'a abattu.*

*Puis des Bérêts rouges m'ont trouvée. Ils étaient au moins cinq. Ils ont pris mon téléphone et m'ont forcée à descendre sur le terrain. Ils m'ont déshabillée avec leurs baïonnettes. Puis ils m'ont frappée, violée et piétinée.*

*Ils m'ont alors contrainte à monter dans un camion militaire vert avec une vingtaine de femmes. Dans le camion, ils nous ont rouées de coups de pieds et de poings.*

*Peu après, le camion s'est arrêté devant un centre médical de Ratoma et tout le monde a dû descendre. Trente minutes plus tard, un véhicule noir, un Land Cruiser, est arrivé avec quelques femmes déjà à son bord. Les soldats ont sélectionné des jeunes femmes, dont moi, et nous ont fait monter dans le Land Cruiser. Nous étions toujours nues et avons les yeux bandés.*

*Ils nous ont conduites dans une villa et nous ont offert du café. Nous avons refusé et l'un des soldats m'a coupé. Ils ont mis une femme dans chaque chambre. J'ai dormi longtemps et j'ignore ce qui m'est arrivé pendant tout ce temps. Lorsque je me suis réveillée, des hommes masqués m'ont violée, trois fois dans la même journée, par groupes de quatre. Ils m'ont filmée avec un téléphone portable. Ils n'arrêtaient pas de nous insulter quand nous étions là-bas, et nous disaient : " Vous les jeunes, est-ce que vous savez ce que c'est que la démocratie et la liberté ? ”*

*Puis il nous ont ramenées au croisement d'où nous venions, et sont repartis. Une femme dans la ville m'a aidé et donné des médicaments. Je suis restée chez elle, je n'arrêtais pas de pleurer, et je me suis souvenue du numéro de téléphone d'une amie. J'ai appelé, quelqu'un d'autre m'a répondu et m'a dit que mon amie était morte au stade et que son corps n'avait pas été retrouvé.*

*J'ai raconté à mes parents ce qui s'était passé et suis allée à l'hôpital de Conakry. Les soignants manquaient de médicaments. J'ai désespérément besoin de sécurité. »*